



Déclaration commune des syndicats du contrôle technique et des partenaires

Agir ensemble pour un contrôle technique plus juste, plus efficace et au service des usagers

Paris, le 15 octobre 2025 - Les centres de contrôle technique contribuent de manière déterminante dans la mise en œuvre des politiques publiques de sécurité routière comme l'illustre leur participation active aux campagnes de rappel des airbags *Takata* et la mise en place du contrôle technique des véhicules de la catégorie L. Ces acteurs sont également des relais essentiels des politiques de transition écologique du secteur automobile, où chaque évolution réglementaire mise en œuvre avec leur concours a permis un déploiement efficace sur tout le territoire, avec des effets positifs démontrant la pertinence de leur mobilisation.

Depuis la mise en place du contrôle technique des véhicules légers, il y a plus de 30 ans, notre profession agit dans l'intérêt général pour que les véhicules en circulation soient plus sûrs et moins polluants.

Aujourd'hui, les contrôleurs techniques font face à de nouveaux défis qui impactent directement les automobilistes et les professionnels du secteur. C'est pourquoi, la Fédération Nationale de l'Automobile (FNA), le Syndicat National du Contrôle Technique Automobile (SNCTA), Autobilan Systems (ABS) et ProTechnologies, en tant qu'organisation professionnelle, syndicat du contrôle technique et partenaires, tiennent à affirmer ensemble les principes qui doivent guider l'évolution de notre métier.

Un contrôle technique utile, qui informe et protège les usagers

Aujourd'hui, nos professionnels contrôlent un parc vieillissant et plus kilométré. Il est nécessaire d'agir contre la pollution des véhicules, notamment les plus anciens (plus de 10 ans), mais tout durcissement technique ou réglementaire doit néanmoins être amené progressivement, avec pédagogie, en concertation et avec les outils adaptés.

Nous demandons que chaque évolution du contrôle s'inscrive dans une logique de prévention, et non de sanction. Il s'agit d'alerter les usagers sur l'état réel de leur véhicule et les informer sur les pistes de solution pour améliorer cet état, sans intention d'imposer une contre-visite systématique.

Un contrôle pollution plus réaliste et adapté à la technologie des véhicules d'aujourd'hui

La modernisation du contrôle de pollution est une attente légitime. Nous soutenons les avancées technologiques, comme le comptage des particules et le contrôle des émissions NOx, mais nous insistons sur un principe fondamental : le contrôle doit pouvoir se faire sans procédure invasive ni dangereuse – comme c'est le cas avec les accélérations pleine charge, particulièrement impopulaires auprès des contrôleurs et des usagers.

Nos professionnels sont prêts à se former et à investir, mais ne peuvent compenser l'inadaptation des pratiques : les professionnels doivent avoir les outils réglementaires, matériels et humains pour contrôler.

Redonner du sens à notre mission

Nous rappelons que le contrôle technique a permis d'identifier des véhicules présentant des défaillances majeures pour la sécurité ou l'environnement. Le contrôle des deux-roues, récemment introduit, a lui aussi révélé des situations critiques.

Pourtant, nos professionnels se retrouvent trop souvent en première ligne face aux dysfonctionnements des autres maillons de la chaîne (constructeurs, ministères), sans les moyens adéquats. A titre d'exemple, lors des campagnes de rappel, les centres ont besoin de toutes les informations des constructeurs en temps réel. A défaut, cela génère une perte de temps pour les centres de contrôle technique, d'efficacité pour les pouvoirs publics et est source d'incompréhension chez l'utilisateur.

Nous voulons faire notre travail. Mais nous demandons les moyens de le faire correctement :

- Des outils modernes, une base de données fiable et mise à jour en temps réel ;
- Des procédures, notamment de rappel, cohérentes ;
- Une base de données constructeur accessible, à jour, et connectée - Elle doit permettre, à partir d'un numéro VIN, de savoir si un véhicule est concerné par un rappel, et si la réparation a été faite. Sans cela, le contrôle technique restera le bouc émissaire ;
- Le renforcement des contrôles des véhicules en circulation dont le contrôle technique est dépassé, ou non réalisé.

Valoriser nos métiers, renforcer la filière

Nous appelons les professionnels à adhérer à leurs syndicats, car c'est ensemble que nous faisons entendre notre voix. Le contrôle technique est un métier de responsabilité, de rigueur, et d'utilité publique. Il mérite d'être reconnu et valorisé.

Nous avons besoin de recruter, de former et de transmettre notre savoir-faire. Il est temps de mieux faire connaître les réalités de notre métier et son impact concret. Le contrôle technique joue un rôle clé dans la détection et la correction des défaillances, ce qui permet de prolonger la durée de vie des véhicules, de protéger le pouvoir d'achat des usagers, tout en constituant un levier efficace pour améliorer la sécurité routière et réduire l'impact environnemental (*cf. Photos ci-après d'exemples de véhicules générateurs de risques*).

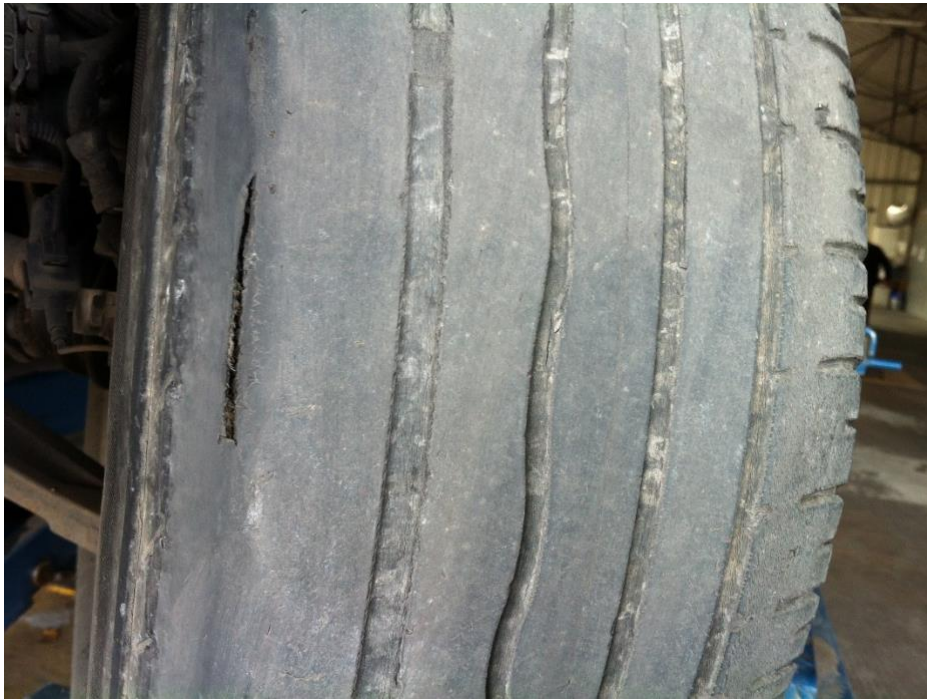
Notre message est clair : nous sommes prêts à faire évoluer le contrôle technique, mais pas à n'importe quel prix. Ce que nous défendons, c'est un contrôle utile, juste, fiable, compréhensible pour les usagers, et réalisable pour les professionnels.

Il ne peut y avoir de transition environnementale et de sécurité routière sans nous. Mais nous ne pourrions jouer notre rôle qu'avec les bons outils, la bonne information, et une vraie écoute des réalités du terrain.

Photographies de véhicules présentant des défauts critiques pour lesquels le propriétaire aurait dû s'en rendre compte de lui-même s'il avait surveillé son véhicule correctement.









Photographies de véhicules présentant des défauts critiques pour lesquels le propriétaire de bonne foi ne pouvait pas s'en rendre compte et où le contrôle technique a permis d'éviter un accident





